



VILLE DE
SISTERON

Département des Alpes de Haute Provence
COMMUNE DE SISTERON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance Ordinaire du 11 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre
Et le onze du mois d'AVRIL

Membres en exercice :	29
Membres présents :	22
Procurations :	5
VOTES :	25
POUR :	25
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	5/04/24

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est rassemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. TOUCHE C. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. RODRIGUEZ C. GALANTINI V. ODDOU S. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S.

PROCURATIONS : BRUNET M. à SPAGNOU D., BOY JP. à TEMPLIER JP., JOURDAN E. à REYNIER C., MORARD S. à PAYAN L., SEBANI S. à JAFFRE S.

ABSENTE EXCUSEE : FERAUD S.

ABSENT NON EXCUSÉ : DERDICHE C.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2024-04-01-SG

OBJET : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'ABATTOIR DE SISTERON – MODIFICATION UNILATERALE.

Madame Françoise GARCIN et Monsieur Jean-Louis CLEMENT ne prennent pas part au vote.

La Commune de Sisteron a conclu le 2 juin 2017, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, une convention de délégation de service public avec la société SA Exploitation Abattoir municipal de Sisteron (S.E.A.S) pour assurer l'exploitation de l'abattoir communal.

La convention portant délégation de service public a été conclue pour une durée de 7 ans à compter de la date d'effet du contrat. En conséquence, la délégation de service public arrivera à échéance le 1^{er} juin 2024.

Afin de garantir la continuité du service public de l'abattoir, la municipalité a d'ores et déjà acté le principe de la mise en œuvre d'une nouvelle procédure de dévolution visant à renouveler la délégation de service public. Une délibération, en ce sens, a été votée, le 20 septembre 2023.

Parallèlement à la préparation de la procédure de renouvellement de la délégation de service public, la Commune a été contactée par le délégataire et par la société Alpes Provence Agneaux (APA).

La société APA représente 65% de l'activité de l'abattoir. Malgré sa forte activité, la société a informé la commune, que son équilibre économique et donc le maintien de son activité au sein de l'abattoir de Sisteron dépendait de sa capacité à stocker dans des chambres réfrigérer des carcasses de bovins.

Pour ce faire, cette dernière demande une autorisation d'occupation du domaine public sis dans le périmètre de l'abattoir, afin de pouvoir construire et aménager des espaces de stockage réfrigérés et des espaces de découpes dédiés à son activité bovine.

La localisation sollicitée au sein de l'abattoir permettrait à la société APA, tout en stockant ses bovins, de maintenir son activité ovine à l'abattoir de Sisteron, permettant ainsi d'assurer la pérennité de l'exploitation de l'abattoir de Sisteron.

Mis en ligne le 12/04/2024 à 14h10

REÇU EN PREFECTURE
le 12/04/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-210402095-20240411-2024_04_01_

Au regard des éléments communiqués, la Commune a dû intégrer ces évolutions potentielles dans le cadre de la détermination du périmètre de la future délégation et a de ce fait suspendu l'élaboration des supports de la nouvelle procédure de dévolution.

Parallèlement les services de la DDETSPP (directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations) ont réalisé 3 contrôles les 25 septembre, 19 octobre et 23 octobre 2023. À la suite de ces différents contrôles, les services ont émis plusieurs préconisations dont la liste des équipements à réaliser afin d'assurer le respect de la réglementation en matière bovine. Les services de la DDETSPP prévoient la construction d'une chambre froide, d'un réseau de rails adapté à la taille et au poids des carcasses et d'un espace atelier.

Or, la mise en œuvre de telles préconisations emporterait là encore des modifications contractuelles nécessaires à la délégation de service public.

En outre, la construction des installations dédiées à l'activité bovine ne rentre pas dans le périmètre du service public de l'abattoir municipal de Sisteron, entièrement dédié à l'abattage, à la découpe et à la réfrigération des ovins.

En raison de leurs nature et spécificités, la réfrigération et la découpe de bovins ne constituent pas plus des activités accessoires du service public actuel.

Dès lors, l'intégration de cette activité dans le cadre de la délégation en cours ou de son renouvellement n'apparaît pas juridiquement fondée.

Cependant, cette occupation qui tout en étant étrangère à la délégation de service public, constitue néanmoins une opération d'intérêt général relevant de la compétence de la commune dès lors que lesdits aménagements sont susceptibles de concourir à l'équilibre économique de l'activité d'abattoir et par voie de conséquence à la continuité du service public de l'abattoir. Compte-tenu de l'importance de l'activité générée par la société APA au sein de l'abattoir de Sisteron (environ 65% de l'activité totale), le stockage des carcasses bovines garantirait la viabilité économique de l'abattoir de Sisteron et par suite le maintien de la filière ovine sur le territoire.

La mise en œuvre de ce qui précède implique une modification du contrat en cours.

Dans ce cadre, une réunion a été organisée à l'initiative de l'autorité délégante et des représentants du délégataire la société SEAS, le 9 février 2024 en Mairie.

Le 22 mars dernier, une lettre valant notification préalable à une décision de modification unilatérale éventuelle de la convention de délégation de service publique pour motif d'intérêt général a été adressée au délégataire sollicitant ses observations sur les conditions de la modification unilatérale envisagée.

Le délégataire a répondu par lettre du 29 mars 2024.

L'objet de la présente délibération consiste ainsi à autoriser le Maire à prendre formellement la décision de modifier unilatéralement le contrat de délégation de service public contracté avec la société SEAS, au visa de la procédure contradictoire mise en œuvre.

Le projet de décision portant modification unilatérale des termes du contrat de délégation de service public est joint en annexe à la présente délibération.

La modification opérée a pour objet :

1. De redéfinir le périmètre de la délégation de service public en cours, en opérant le détachement de l'emprise qui sera occupée par la société APA ;
2. De prolonger sa durée d'un an (permettant la réalisation des travaux de séparation) ;
3. D'ajuster la redevance locative due par le délégataire (au prorata de la surface retirée du périmètre de la DSP, soit 5%).

Le projet de décision du Maire reprend l'ensemble des articles et dispositions contractuelles concernées par la modification.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la notification préalable et la réponse du délégataire en date du 29 mars 2024 ;

**OUÏ CET EXPOSÉ ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE**

APPROUVE le principe du recours à une modification unilatérale au contrat de délégation de service public ;
APPROUVE les termes de la modification unilatérale tels qu'exposés au projet de décision joint à la présente délibération ;

HABILITE M. le Maire à prendre la décision de modification unilatérale conformément au dispositif qui précède ;

AUTORISE M. le Maire à prendre toute décision et à signer tous actes utiles à l'exécution de la présente délibération.

**Pour copie conforme,
Le Maire,
Daniel SPAGNOU**